



Oui,
ça
change!

OUI ÇA CHANGE



Michel Ménard

Député de Loire-Atlantique

Madame, Monsieur,

La crise financière de 2008 marque un tournant de notre Histoire.

Elle a menacé et menace toujours l'équilibre économique, politique et social des nations aux quatre coins du globe. La France, pays lourdement endetté et miné par la désindustrialisation, ne fait pas exception. La politique de cadeaux fiscaux aux plus fortunés qui a structuré le quinquennat de Nicolas Sarkozy n'a bien sûr rien arrangé.

Depuis l'élection de François Hollande, la majorité de gauche met tout en œuvre pour relever un double défi.

D'une part, éviter une faillite qui nous ferait revenir quarante ans en arrière et réduirait à néant notre modèle social. D'autre part, préparer la sortie de crise en actionnant tous les leviers susceptibles de nous remettre sur la voie du progrès et d'anticiper les mutations du Monde.

Il faut croire en la France, en la grandeur de son projet et en la ténacité de son peuple qui a toujours su se relever face aux épreuves.

C'est bien tout l'objet des 12 chantiers majeurs que nous conduisons depuis 18 mois. Complémentaires et indispensables, ces 12 chantiers du redressement vous sont présentés dans ce livret.

Demain, avec la feuille de route 2014 présentée par le président de la République, nous irons encore plus loin.

Les élus et les militants socialistes sont à votre disposition pour évoquer avec vous le détail de notre action en faveur de la France.

Loin de la caricature et de l'outrance qui caractérisent malheureusement le débat public, vous pourrez ainsi mesurer que ce qui a été entrepris depuis 2012 est considérable. Notre pays va y puiser les ressources indispensables pour réussir à sortir de la crise.

Alors, malgré les difficultés et les épreuves, avec François Hollande, oui, ça change !



Bruno Le Roux

*Président du groupe SRC
Assemblée Nationale*

Poursuivons notre action.

Michel Ménard

Sommaire des chantiers du changement

L'emploi	p 3	Le savoir	p 6	Le territoire	p 9	La sécurité	p 12
La production	p 4	Les finances publiques	p 7	La mondialisation	p 10	Le quotidien	p 13
Le pouvoir d'achat	p 5	La solidarité	p 8	La société	p 11	L'avenir	p 14



L'emploi

L'emploi est la priorité n°1. Le chantier qui concentre toutes les énergies de la majorité. Nous avons mis en place une stratégie robuste et diversifiée pour inverser la courbe du chômage.



Contrats de génération. 500.000 contrats de génération liant le destin professionnel d'un jeune à celui d'un senior vont être signés dans les cinq prochaines années.

Emplois d'avenir. 150.000 emplois d'avenir vont être proposés pour mettre le pied à l'étrier professionnel aux jeunes, une catégorie frappée de plein fouet par la crise.

Baisser le coût du travail sans baisser les salaires. Avec le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi), le gouvernement fournit un effort sans précédent de 20 milliards d'euros pour baisser de 6% le coût du travail dans les entreprises du secteur concurrentiel.

Sécuriser l'emploi. Pour lutter contre le chômage, le gouvernement a lancé une grande réforme du marché du travail en lien avec les partenaires sociaux. L'ANI, l'accord entre les syndicats et le patronat, a permis de fluidifier le marché du travail tout en garantissant de nouveaux droits pour les salariés.

Pourvoir chaque emploi. Déjà 30.000 demandeurs d'emploi ont entamé une « formation prioritaire pour l'emploi » pour être formés à un métier dans un secteur en manque de main d'œuvre. 2014 va permettre d'aller plus loin encore pour lutter contre le gâchis social que représentent les offres d'emploi non pourvues.

Soutenir l'emploi associatif. Depuis le 1er janvier 2014, la taxe sur les salaires versée par les associations employant du personnel est abaissée. Chaque association pourra ainsi économiser jusqu'à 14.000 euros qui serviront à employer plus de personnel ou à financer de nouveaux projets dans le sport, la culture, l'action sociale, l'environnement ou la vie citoyenne.

Pôle Emploi. Déstabilisé par les erreurs de l'UMP lors de la fusion ANPE / ASSEDIC, le service public de l'emploi avait besoin de moyens supplémentaires pour conduire sa mission. 4.000 nouveaux agents ont été recrutés dans ce cadre.

Plan européen pour l'emploi des jeunes. Grâce à une initiative française, un fonds exceptionnel et urgent de 6 milliards d'euros va être consacré à l'emploi des jeunes sur le budget de l'Union européenne. Ce plan va prioritairement cibler les jeunes sans formation et sans emploi.

Réformer la formation professionnelle. Le 14 décembre 2013, un accord historique a été conclu entre le patronat et les syndicats sur la formation professionnelle. Ce nouveau chantier social va permettre d'améliorer l'accès de l'ensemble des salariés à la formation professionnelle avec notamment l'instauration d'un compte de formation pour chaque travailleur. Une loi transposant cet accord sera adoptée début 2014.

Oui, ça change !



Bernard Pouteau
 Chef d'entreprise dans le secteur du paysage, Grez-Neuville (Maine-et-Loire)

« Il y a six mois, mon entreprise signait un contrat de génération me liant à Sébastien Jeanpierre, un jeune ingénieur. Grâce à cette arrivée de compétences et d'idées nouvelles, nous avons pu relever de nombreux défis avec succès et l'entreprise a engagé de nouveaux investissements qui garantissent son avenir. Nos chantiers ont pleinement bénéficié de cet échange entre générations. »



Pour le 7^{ème} mois consécutif, le chômage des jeunes a diminué. L'inversion de la courbe du chômage des jeunes est déjà une réalité.

→ Et demain ?

Présenté par le président de la République, le pacte de responsabilité va permettre une baisse des charges et des contraintes administratives pesant sur les entreprises contre plus d'embauches et plus de dialogue social. Ce système gagnant-gagnant est un pari positif pour la croissance et l'emploi.

Annoncé par le
 Président de
 la République
 14 janvier 2014



La production



Pour sortir de la crise, la France n'a pas le choix : elle doit renouer avec les grandes heures de son histoire économique. La gauche a misé sur le redressement productif symbolisé par le pacte de compétitivité.

La nouvelle France industrielle. 34 plans de reconquête industrielle mis en œuvre dans les secteurs industriels d'avenir ont été présentés pour remettre la France au cœur de l'innovation et de la création d'emplois.

Banque publique d'investissement. Née le 1er janvier 2013, cette banque dispose d'une force de frappe de 42 milliards d'euros pour financer l'investissement, l'innovation et la trésorerie des entreprises.

Engager la relocalisation des activités productives. Pour peser sur la scène économique, la France a engagé la relocalisation. Avec le logiciel Colbert 2.0 notamment, les entreprises peuvent mesurer l'efficacité d'une relocalisation de leur activité en France. 338 entreprises l'ont déjà testé.

Lutter contre les délocalisations. 600.000 emplois industriels ont disparu de 2002 à 2012. Le ministère du redressement productif négocie avec les salariés et les entreprises pour limiter les effets des plans sociaux et préserver l'emploi. Résultat : 1.117 dossiers traités et 149.966 emplois préservés.

Plan de résistance économique. Un fonds de retournement économique de 300 millions d'euros permet de dépanner financièrement les entreprises françaises en difficulté mais disposant d'une stratégie solide.

Croire au « Made in France ». Production et consommation sont intimement liées. Nous menons la bataille du Made in France car nos achats sont aussi nos emplois !

Lutter contre les licenciements boursiers. Une proposition de loi en cours d'adoption oblige toute entreprise menaçant de fermer un site de plus de 1.000 salariés à rechercher un repreneur. Cette arme anti-spéculation est un outil de plus pour protéger les salariés.

Financer les PME. Pour faciliter l'accès des entreprises de taille petite et moyenne aux financements, un PEA-PME a été créé. Il va contribuer au renforcement de notre tissu productif.

Protéger l'agriculture française. 6% des agriculteurs européens ont moins de 35 ans. Pour accroître la production, assurer la sécurité alimentaire de la France et préserver nos terroirs, la loi d'avenir agricole donne un nouvel élan à l'agriculture française et à l'industrie agroalimentaire.

Oui, ça change !



Arnaud Desmaretz,
Maître Restaurateur,
Lens (Pas-de-Calais)

« Avec le CICE, je bénéficie d'un crédit d'impôts de 4% en 2013 et 6% les années suivantes du montant des rémunérations que je verse à mes salariés : cela représente plusieurs milliers d'euros pour embaucher, investir et se développer ! »

→ **20 000 000 000**

20 milliards d'euros, c'est le montant de l'effort du gouvernement pour baisser le poids des charges sociales dans le secteur concurrentiel avec le CICE.

→ Et demain ?

D'ici à 2017, les cotisations familiales versées par les entreprises vont être supprimées : une baisse complémentaire du coût du travail de plus de 35 milliards d'euros va ainsi être mise en œuvre.

Annoncé par le
Président de
la République
14 janvier 2014



Le pouvoir d'achat



Depuis le déclenchement de la crise, les familles ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois. Le gouvernement a donc pris des mesures volontaristes de soutien au revenu des ménages.

Augmenter l'allocation de rentrée scolaire. L'allocation a été augmentée de 25% soit en moyenne une aide supplémentaire de 75 euros pour 5 millions d'enfants.

Encadrer les loyers. Après des années d'explosion des loyers, le gouvernement a encadré les prix à la location dans 38 agglomérations.

Revaloriser le SMIC. Après des années de hausses limitées à l'inflation, la gauche a revalorisé le SMIC de 2% dès 2012.

Etendre les tarifs sociaux de l'énergie. Etendre les tarifs sociaux de l'énergie. Depuis le 16 novembre 2013, les tarifs sociaux pour l'électricité et le gaz ont été étendus à 2 millions de ménages supplémentaires. Ils bénéficient désormais à 4 millions de foyers.

Lutter contre la vie chère en Outre-Mer. La loi de régulation économique pour l'Outre-Mer a permis une baisse des prix des produits de consommation courante de plus de 10%. Elle a été complétée par un décret carburant entré en vigueur le 1er janvier 2014.

Augmenter le RSA. Pour lutter contre la pauvreté, une hausse de 10% du RSA est étalée sur toute la durée du quinquennat

Renforcer le système des bourses. Le nombre d'étudiants bénéficiaires de bourse a presque doublé grâce à de nouvelles règles de calcul décidées par la gauche. Il est maintenant de 92.000. Un effort bienvenu pour les enfants des classes populaires et des classes moyennes.

Favoriser l'épargne populaire. Les plafonds de l'épargne populaire ont été augmentés. Celui du livret A est passé de 15.000 à 22.950 euros. Celui du livret développement durable de 6.000 à 12.000 euros.

Aider les retraités pauvres. La revalorisation du minimum vieillesse et l'augmentation de l'aide à la couverture santé des retraités adoptées dans le cadre de la réforme des retraites soutiennent le pouvoir d'achat des seniors les plus pauvres.

Oui, ça change !



Delphine Lepeltier

Responsable
export, Verneuil-
sur-Avre (Eure)

« Un quart du budget des ménages est englouti par les dépenses de logement. C'est beaucoup trop ! Je suis contente que le gouvernement agisse concrètement pour abaisser ce poste de dépenses dans le budget des familles. »

→ **0,6%**

C'est la hausse des prix sur les 12 derniers mois. Rarement depuis un siècle, l'inflation avait atteint un niveau si bas.

→ **Et demain ?**

Dès que notre pays engrangera les effets du retour de la croissance, les efforts en faveur du pouvoir d'achat des Français s'intensifieront encore. La nouvelle loi sur la consommation en protégeant mieux les consommateurs face aux abus des professionnels va contribuer à restituer plusieurs centaines de millions d'euros de pouvoir d'achat aux Français.

Annoncé par le
Président de
la République
14 janvier 2014



Le savoir

Les enquêtes internationales pointent la dégradation considérable de notre système éducatif par rapport à celui des autres pays développés. Dès 2012, le gouvernement a lancé l'opération reconquête !



Nouveaux rythmes scolaires. Rétablir l'égalité des chances, c'est offrir le socle fondamental à tous les enfants de France. La loi de refondation de l'école renforce les moyens de l'école primaire et allonge la semaine qui comportera de nouveau neuf demi-journées.

Embaucher 60.000 enseignants. L'UMP a supprimé 80.000 postes avant 2012. La gauche remet l'école au cœur des priorités publiques et fournit un effort exceptionnel d'embauche de 60.000 enseignants jusqu'en 2017.

Lutter contre le décrochage. 140.000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme. Pour enrayer cette explosion intolérable, nous avons lancé un plan antidécrochage qui a touché 23.000 jeunes en 2013.

Faire confiance aux enseignants. Création des ESPE (écoles supérieures du professorat et de l'éducation) pour remettre en place la formation des enseignants, augmentation des inscriptions aux concours de recrutement, lancement de la consultation sur la refondation du métier d'enseignant : c'est bien avec la communauté éducative que nous remporterons la bataille du savoir.

Diversifier le recrutement des professeurs. Grâce aux emplois d'avenir professeur, 18.000 boursiers de l'enseignement supérieur vont bénéficier d'une préparation professionnalisante et d'un accompagnement financier pour préparer les concours d'enseignant.

Valoriser l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur français est pénalisé par une insuffisante lisibilité des diplômes, un taux d'échec conséquent en premier cycle universitaire et un cloisonnement contre-productif entre universités, grandes écoles, laboratoires de recherche et entreprises. La loi pour l'enseignement supérieur relève ces défis.

Transmettre la morale laïque. La République et ses valeurs sont notre patrimoine commun. Leur signification doit être transmise pour renforcer le vivre ensemble. En 2015, un cours de morale laïque sera dispensé du CP à la terminale. Il donnera lieu à une évaluation trimestrielle.

Favoriser l'intégration scolaire des enfants handicapés. 227.000 enfants handicapés suivent un cursus scolaire. Les auxiliaires de vie scolaire qui les accompagnent ont obtenu une reconnaissance de leur métier et peuvent désormais être titularisés.

Oui, ça change !



Clotilde André,

Directrice d'école,
Saint-Julien-du-Serre (Ardèche)

« A l'école de Saint-Julien-du-Serre, nous avons mis en place la réforme des rythmes scolaires dès la rentrée 2013. Les activités proposées aux enfants sont pertinentes et adaptées à leur fonctionnement. Elles contribuent à leur développement intellectuel. Ils sont plus concentrés et plus efficaces. Même si des ajustements sont prévus, les parents comme le corps enseignant sont satisfaits de cette évolution. »

→ **80%**

80%, c'est le taux de maires satisfaits de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires.

80%, c'est aussi le taux d'enfants bénéficiant d'activités culturelles, sportives ou d'éveil en plus du temps scolaire dans les villes ayant mis en œuvre la réforme. Avant la réforme, ce taux n'était que de 20%...

→ **Et demain ?**

En 2014, un plan d'action pour l'éducation prioritaire va être engagé pour permettre aux territoires les plus en difficulté de disposer d'enseignants plus expérimentés, mieux formés, mieux rémunérés. Favoriser la réussite de tous les élèves, c'est agir concrètement contre les inégalités.

Annoncé par le
Président de
la République
14 janvier 2014



Les finances publiques



De 2007 à 2012, Nicolas Sarkozy a fabriqué le quinquennat de tous les excès. Le plus colossal de ces excès a été l'alourdissement vertigineux de la dette publique : +600 milliards en 5 ans. Face à cette situation, la gauche avait un devoir : sauver la France de la faillite.

Abaisser le déficit budgétaire. Les trois dernières années Sarkozy / Fillon ont généré un déficit public moyen de 6,7% du PIB. Ce déficit a été ramené à 4,8% en 2012 et 4,1% en 2013. L'effort va se poursuivre en 2014, 2015, 2016 et 2017.

Abaisser les taux d'intérêt soumis à la France. Selon la droite, la victoire de la gauche devait marquer le début de l'apocalypse financière. Il s'agit au contraire d'un sauvetage. Preuve du retour de la confiance en la signature française, notre pays emprunte à 2,2% sur 10 ans et à des taux quasi-nuls pour les besoins de court terme.

Une fiscalité alourdie sur les hauts revenus. Contribution exceptionnelle de 75% pour les revenus supérieurs à 1 million d'euros par an, création d'une tranche à 45% pour les revenus supérieurs à 150.000 euros par an : les hauts revenus sont mis à contribution pour contribuer au redressement des comptes publics.

Réduire la dépense publique. En 2014, des économies de près de 15 milliards d'euros sont programmées sur la dépense publique.

Pour redresser les finances publiques, nous menons également une lutte impitoyable contre la fraude.

Lutter contre les paradis fiscaux. La lutte contre les paradis fiscaux revient sur le devant de la scène internationale. Renégociation des conventions avec les paradis fiscaux (Suisse, Andorre, Monaco, ...), obtention des fichiers bancaires des paradis fiscaux : l'arsenal de lutte s'est considérablement renforcé.

Lutter contre la fraude fiscale. La fraude coûte chaque année plus de 60 milliards d'euros à la collectivité. Une nouvelle loi permet de renforcer considérablement les moyens de l'administration et de la justice pour obtenir les montants détournés des comptes de la nation. Une fonction de procureur de la République financier est également créée.

Lutter contre l'évasion fiscale. Le durcissement des lois anti-fraude a permis aux pouvoirs publics de récupérer plusieurs centaines de millions d'euros remboursés par plus de 4.000 exilés fiscaux repentis.

Lutter contre l'optimisation fiscale. Malgré la censure du Conseil constitutionnel en décembre 2013, de nouveaux moyens de lutter contre l'optimisation fiscale de certaines multinationales notamment technologiques (Apple, Google, Facebook, ...) vont être déployés.

Oui, ça change !



Christian Eckert
Député, rapporteur général du budget à l'Assemblée Nationale, Trieux (Meurthe-et-Moselle)

« La France est engagée dans une bataille difficile mais indispensable pour redresser ses finances. Nous mettons tout en œuvre pour conduire cet assainissement sans handicap ou freiner le retour de la croissance. »

→ **28 000**

28.000 euros.... C'est la dette publique par habitant de la France après 10 années de laisser-aller sous la houlette de l'UMP ! Qui peut sérieusement douter que l'effort de redressement des comptes publics engagé en 2012 était indispensable ?

→ **Et demain ?**

De 2015 à 2017, le volume des dépenses publiques diminuera de 50 milliards d'euros supplémentaires. Ainsi, avant la fin du quinquennat de François Hollande et pour la première fois depuis les années 70, la dette publique sera en diminution. C'est notre devoir à l'égard des générations futures.

Annoncé par le
Président de
la République
14 janvier 2014



La solidarité

La crise doit-elle rendre moins solidaire ? Nous ne le croyons pas. Être de gauche, c'est croire que la solidarité n'est pas un luxe mais une nécessité. La solidarité est un fondement du pacte républicain qui produit de la qualité de vie pour chacun.

Lutter contre le travail précaire. Dans le cadre de l'ANI négocié par les partenaires sociaux, une surtaxation des CDD a été décidée pour encourager le recours aux CDI.

Prendre en compte la pénibilité. Réduire la durée de cotisation des travailleurs exerçant des métiers pénibles, beaucoup de gouvernements l'ont promis. La gauche le fait avec sa réforme des retraites.

Rétablir la retraite à 60 ans pour les carrières longues. L'UMP avait mis fin à la possibilité pour les travailleurs aux carrières longues de partir à la retraite à 60 ans. Un décret du 3 juillet 2012 a corrigé cette injustice. 69.000 Français ont d'ores et déjà profité de cette mesure.

Généraliser la complémentaire santé pour les travailleurs. Négociée avec les partenaires sociaux dans le cadre de l'ANI, la généralisation de la complémentaire santé pour tous les travailleurs est une avancée sociale majeure.

Instaurer des droits rechargeables à l'assurance-chômage. Négociés avec les partenaires sociaux dans le cadre de l'ANI, les droits rechargeables permettent à un chômeur qui reprend un emploi de conserver ses droits anciens et ainsi de le prémunir contre les effets d'une fin précoce de son nouveau contrat.

Améliorer la couverture santé des Français. La revalorisation des plafonds (ACS pour les retraités et CMU) permet à 750.000 Français supplémentaires de pouvoir accéder à une complémentaire santé.

Rétablir l'allocation équivalent-retraite (AER). L'AER qui permet de faire la jonction entre fin de droit au chômage et retraite pour les seniors avait été supprimée par l'UMP. La gauche l'a rétablie pour les travailleurs nés en 1952 et 1953.

Une fiscalité plus juste. Alourdissement de la fiscalité sur les revenus financiers, fiscalisation des stock-options, abaissement de l'abattement sur les successions à 100.000 euros, plafonnement des niches fiscales limitant les économies d'impôt à 10.000 euros par foyer fiscal : la justice sociale, c'est aussi la justice fiscale.

Oui, ça change !



Fabrice Grumetz
Chef d'atelier
menuiserie,
Poulainville
(Somme)

« Le décret de juillet 2012 qui permet aux carrières longues de partir de nouveau en retraite à 60 ans est une mesure de justice. 69.000 Français en ont déjà profité. J'ai commencé à 16 ans et demi et je compte bien à mon tour en profiter à mon 60ème anniversaire en 2016. Je vais pouvoir me consacrer à ma passion, la moto, à mes enfants et pratiquer mes activités associatives d'une manière plus active. »

→ **300 000**

C'est le nombre de travailleurs effectuant des métiers difficiles qui bénéficieront dans les années qui viennent du compte pénibilité créé par le gouvernement de gauche.

→ Et demain ?

2014 sera l'année de la réforme de la dépendance des personnes âgées. La gauche qui a créé en 2001 l'APA pour les personnes âgées dépendantes qui bénéficie aujourd'hui à 1,2 million de seniors, va renforcer les droits sociaux de nos concitoyens les plus âgés.



Le territoire

La France est une mosaïque de territoires avec leurs atouts et leurs faiblesses. La majorité de gauche œuvre pour réduire les disparités et construire une France plus harmonieuse.

Lutter contre les déserts médicaux. Un salaire garanti de 4.600 euros est désormais proposé aux jeunes médecins qui s'installent dans les déserts médicaux. L'objectif du gouvernement est de garantir à chaque Français un pôle médical d'urgence à moins de 30 minutes de son domicile.

Soutenir la ruralité. La France a arraché le maintien des crédits européens en faveur de l'agriculture et du développement rural (PAC). La nouvelle stratégie agricole / agroalimentaire et la réflexion sur la refonte des soutiens aux communes rurales vont également permettre de renforcer l'attractivité des secteurs ruraux.

Lutter contre la pauvreté. Certains quartiers de la République subissent une ségrégation sociale et territoriale. La nouvelle politique de la Ville permet de concentrer les moyens, de débureaucratiser l'action des pouvoirs publics pour sortir des quartiers entiers de la pauvreté et du désespoir.

Des emplois francs pour les quartiers. 5.000 CDI ont été signés grâce à ce dispositif qui conduit à verser une prime de 5.000 euros aux entreprises embauchant un jeune de moins de 30 ans issu d'une zone urbaine sensible.

Promouvoir les grandes infrastructures. TGV Lyon-Turin, Canal Seine Nord, grand campus pluridisciplinaire de Saclay, modernisation du réseau ferroviaire : la création et le renforcement des infrastructures va aussi contribuer au retour de la croissance.

Sonner la mobilisation générale pour Marseille. Transports, développement économique, aménagement : Marseille fait face à d'importantes difficultés. Un plan de mobilisation de 3 milliards d'euros et la concentration de moyens vont permettre à cette grande cité méditerranéenne de prendre un nouvel élan.

Construire une grande métropole parisienne. 200 kilomètres de métro et 72 nouvelles gares vont voir le jour dans les quinze prochaines années pour éviter la saturation de l'agglomération parisienne et permettre à la région parisienne d'être toujours plus attractive face aux autres grandes capitales internationales.

Un pacte d'avenir pour la Bretagne. 2 milliards d'euros sont mobilisés dans le cadre d'un pacte qui doit permettre de renforcer les infrastructures et réussir la conversion productive bretonne.

Créer des métropoles. Aix-Marseille, Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse : la nouvelle loi sur les métropoles va permettre aux grandes capitales régionales de renforcer leur développement et de mieux structurer leur contribution au rayonnement de l'ensemble des territoires urbains et ruraux qui les entourent.

Oui, ça change !



Michel Forterre
Maire
d'Avrainville
(Vosges)

« Le temps où les Français étaient dressés les uns contre les autres est révolu. Maire d'une commune rurale, j'apprécie que la majorité de gauche considère que tous les territoires, riches ou pauvres, urbains ou ruraux, doivent être mobilisés pour réussir le redressement de la République. »

→ **2 500 000 000**

2,5 milliards d'euros consacrés chaque année à la rénovation de notre réseau ferroviaire pour améliorer la desserte de nos territoires.

→ Et demain ?

Un nouvel acte de la décentralisation va être engagé : réduction du nombre de collectivités territoriales avec prime à la fusion, pouvoir réglementaire régional pour faciliter les initiatives locales, fin de la compétence générale pour responsabiliser chaque échelon. La nouvelle réforme territoriale, c'est plus d'efficacité et plus de démocratie pour les citoyens !

Annoncé par le
Président de
la République
14 janvier 2014



La mondialisation

Peser en Europe, peser dans la mondialisation : un objectif double pour la régulation et le progrès au service des peuples.

> Réorienter la construction européenne

Surveiller la finance. Arraché de haute lutte par la France, l'accord de décembre 2013 sur l'union bancaire va permettre de mieux prévenir les crises et doter l'Europe d'un outil commun de surveillance des 300 plus grandes banques du continent sous la supervision de la Banque Centrale Européenne.

Lutter contre les abus sociaux. L'application de la directive communautaire sur le détachement a provoqué la multiplication des abus. La France a engagé un bras-de-fer européen pour lutter contre ces dérives qui favorisent le développement du travail low cost. Elle a obtenu gain de cause. Les fraudes et les dérives des entreprises pratiquant le détachement abusif vont enfin être sanctionnées.

Taxer les flux financiers. La taxe européenne sur les transactions financières va voir le jour dans 11 Etats membres. La France a pris les devants dès le 1er août 2012 avec un taux de 0,2%.

Assouplir la politique de la Banque Centrale Européenne. A Francfort, le temps de l'orthodoxie, c'est fini ! Programme de rachat illimité des dettes, baisses des taux d'intérêt (0,25%) : la réorientation de l'Europe, c'est aussi une banque centrale qui se soucie de la croissance et de l'emploi.

Obtenir un pacte européen de croissance. Dès le mois de juin 2012, François Hollande a obtenu l'adoption d'un pacte de croissance de 120 milliards d'euros.

> Construire une autre mondialisation

Sauver la République Centrafricaine. Le 5 décembre 2013, soutenue par un mandat des Nations Unies, la France est intervenue en RCA pour empêcher un génocide qui aurait fait de la RCA un nouveau Rwanda.

Libérer le Mali. Le 11 janvier 2013, répondant à l'appel du peuple malien, François Hollande a lancé l'opération Serval. Conduite avec nos partenaires africains et européens, cette intervention a fait reculer les terroristes et offre un nouvel avenir aux Maliens dans une société pacifiée et réconciliée.

Œuvrer en faveur de la paix israélo-palestinienne. Reconnaissance de la Palestine à l'ONU en novembre 2012, voyage en faveur de la réconciliation en novembre 2013 : la France agit concrètement pour la paix et l'amitié au Proche-Orient

Peser sur l'agenda international. Au G20 et à l'ONU, la voix de la France est la voix de la régulation et du droit des peuples (lutte contre les paradis fiscaux, contre la financiarisation, soutien au peuple syrien, ...).

Soutenir le développement international. La France est historiquement un contributeur majeur à l'aide au développement. Nous allons amplifier nos efforts tout en améliorant la qualité de l'aide dirigée vers la préservation de la planète, la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et le respect de la démocratie.

Oui, ça change !



Fatoumata Goufado

Association des Maliens de Montreuil, Montreuil (Seine Saint-Denis)

« Le 11 janvier 2013, le Président de la République a pris la décision courageuse d'intervenir pour empêcher le Mali de sombrer. Grâce à lui, la menace terroriste s'éloigne et le Mali peut renouer avec le chemin de la paix, de la prospérité et de la démocratie. »

→ **64 000 000 000**

64 milliards d'euros seront consacrés au soutien à l'agriculture française dans le budget européen 2014-2020. Le gouvernement s'est battu pour obtenir ce montant ambitieux qui sera rééquilibré en faveur des éleveurs et des agriculteurs les moins bien rémunérés.

→ Et demain ?

Modèle social, transition énergétique, filières industrielles, défense commune, gouvernance économique : 2014 sera l'année de nouvelles initiatives pour relancer le projet européen.

Annoncé par le Président de la République
14 janvier 2014



La société

La montée de la violence et des extrémismes oblige un gouvernement responsable à œuvrer inlassablement à la construction d'une société plus apaisée et plus juste. La gauche l'a bien compris.

Mariage pour tous. Grâce à loi Taubira-Bertinotti, il est désormais possible pour les couples de même sexe de se dire « oui » devant leur maire. Malgré l'hostilité violente de la droite et de l'extrême droite, la majorité de gauche a mis en œuvre cet engagement du Président.

Egalité entre les hommes et les femmes. Réduction des inégalités professionnelles, lutte contre les violences faites aux femmes et la précarité, amélioration des conditions d'accès aux responsabilités : une grande loi d'égalité sera adoptée en 2014 !

Remettre les banques au service de l'économie. La loi bancaire adoptée par la majorité de gauche permet de séparer les activités utiles à l'économie qui financent les emprunts des ménages et des entreprises de celles consacrées à la spéculation. L'économie réelle n'a pas à être tributaire des erreurs des spéculateurs.

Une vie politique plus transparente. La France était en retard en matière de transparence et de lutte contre la corruption. La loi sur la transparence de la vie publique change la donne. Création d'une haute autorité chargée de contrôler les responsables publics, déclaration de patrimoine obligatoire pour les principaux responsables politiques du pays, lutte contre les conflits d'intérêt : les nouveaux outils renforcent la démocratie.

Limiter le cumul des mandats. A partir de 2017 et malgré l'opposition de la droite, il ne sera plus possible pour un parlementaire de cumuler sa fonction avec des fonctions exécutives dans une collectivité territoriale.

Apaiser le débat sur l'immigration. Abrogation de la circulaire Guéant et du délit de solidarité, fin de la course au chiffre, assouplissement des conditions de naturalisation : la gauche apporte la preuve qu'il est possible de conduire une politique migratoire maîtrisée, ferme et juste.

Réussir le service civique. 20.000 jeunes citoyens ont effectué un service civique dans le domaine de l'éducation, du sport, de la santé, de la culture ou de l'environnement. Ce chiffre va augmenter chaque année pour, qu'à terme, chaque jeune qui le souhaite puisse effectuer un service civique.

Défendre la laïcité. La laïcité est une valeur essentielle de la République. Elle est défendue face à tous les extrémismes. Une charte de la laïcité est désormais apposée dans toutes les écoles publiques. Un observatoire de la laïcité émet des avis et des recommandations pour renforcer l'application effective de la laïcité, partout sur le territoire.

Oui, ça change !



Cyril Isabello et Philippe D'Amato,
Mariés en 2013,
Crolles (Isère)

« L'année 2013 fut celle de la reconnaissance pour notre famille : reconnaissance de notre union, et par conséquent, reconnaissance du lien de filiation de nos enfants avec chacun de leurs deux papas. Ce nécessaire combat pour l'égalité a été vaillamment mené par la majorité. Ce texte fait reculer les discriminations, l'homophobie et plus largement ce sentiment qui peut laisser penser que tous les hommes et les femmes de ce pays ne se valent pas. »

→ **9 000**

Les 9.000 principaux responsables publics sont désormais tenus de publier une déclaration de patrimoine pour assurer plus de transparence dans la gestion des affaires publiques.

→ Et demain ?

Sur la base des travaux du comité consultatif d'éthique, un débat sur l'aide médicalisée à la fin de vie va être lancé pour permettre à notre pays d'aborder de manière sereine ce sujet majeur.

Annoncé par le
Président de
la République
14 janvier 2014



La sécurité

Avec la gauche, la police, la gendarmerie et la justice bénéficient de moyens renforcés pour mieux assurer la sécurité des Français.



Créations de poste. Depuis l'élection de François Hollande, la création de près de 1.000 nouveaux postes de policiers et de gendarmes a été mise en œuvre.

Mieux combattre la délinquance. 80 zones de sécurité prioritaires ont été créées pour mieux coordonner les moyens des acteurs de la sécurité. La République s'organise mieux pour faire reculer la délinquance aux endroits où elle est la plus forte.

Réforme pénale. Adoptée en 2014, cette réforme dotera le système judiciaire de nouveaux moyens pour améliorer l'efficacité des peines et lutter utilement contre la récidive grâce à un suivi renforcé des personnes condamnées.

Laisser les juges faire leur travail. Le temps des pressions, des commentaires et des mutations de circonstance est révolu. La gauche laisse les juges faire leur travail et c'est très bien comme cela.

Moderniser le travail des forces de sécurité. Contrôles fondés sur les seuls enjeux de sécurité publique, respect entre agents et usagers, identification des agents en service : l'instauration d'un nouveau code de déontologie de la police et de la gendarmerie et la réforme de l'inspection générale de la police nationale vont renforcer le lien de confiance qui unit les forces de sécurité à la population.

Plan national de lutte contre les cambriolages. Le renforcement de la vidéo-protection, la lutte contre les trafics organisés, la protection des commerces les plus menacés, une meilleure coordination de la présence des forces sur le terrain vont permettre de lutter efficacement contre le fléau des cambriolages.

Assurer la cyberprotection de la France. Nos sociétés sont de plus en plus vulnérables face aux menaces numériques et virtuelles. Le récent scandale Prism prouve la pertinence de la concentration de nouveaux moyens sur la cyberdéfense.

Oui, ça change !



Emilie Thérouin

Adjointe au maire en charge de la sécurité et de la prévention des risques urbains, Amiens (Somme)

« L'État et la municipalité sont plus que jamais mobilisés. Par ailleurs, des renforts pérennes ont récemment permis la mise en place d'une police nationale de proximité. Ainsi, le dispositif de zone de sécurité prioritaire produit des résultats très encourageants au bénéfice des habitants d'Amiens Nord et de tout notre secteur. »

→ **9 223**

C'est le nombre de postes de policiers et de gendarmes qui avaient été détruits entre 2007 et 2012. L'UMP et Nicolas Sarkozy croyaient apparemment que l'on pouvait combattre l'insécurité avec moins d'agents sur le terrain.

→ **Et demain ?**

268 recommandations ont été formulées par quatre groupes de travail sur la justice au 21^{ème} siècle. Elles serviront de base à une ambitieuse réforme lancée en 2014 pour rendre l'institution judiciaire plus concrète et plus efficace et pour faire reculer les comportements délictueux ou criminels.



Le quotidien

La politique peut parfois paraître éloignée des préoccupations concrètes des citoyens. La majorité a conduit des actions qui témoignent de son souci d'être le partenaire du quotidien des Français.



Protéger les consommateurs. Bouclier tarifaire pour les usagers des banques, lutte contre les clauses abusives en matière d'assurance et de télécom, régulation du commerce électronique, action de groupe contre les pratiques abusives, lutte contre l'obsolescence programmée : la nouvelle loi sur la consommation protège le porte-monnaie des Français.

Faire baisser le prix des lunettes. Grâce à une amélioration des conditions de concurrence sur le marché des lunettes, les prix payés par les Français vont baisser de 30 à 40% dès 2014.

Soutenir la petite enfance. Avec 822.000 naissances par an, la France est le champion européen de la natalité. 275.000 nouvelles places en crèche et auprès des assistantes maternelles vont ainsi être créées dans les 5 années qui viennent.

Valoriser les terroirs et les savoir-faire. Les indications géographiques protégées sont désormais étendues aux produits artisanaux et manufacturés. Le « fait maison » donnera lieu à une identification systématique dans les restaurants.

Généraliser le tiers-payant. D'ici à 2017, le tiers-payant va être progressivement généralisé pour tous les patients.

Limiter les dépassements d'honoraires. Un accord signé par l'assurance-maladie et les représentants des professionnels de santé permet de limiter les dépassements d'honoraires et instaure un plafond de 70 euros.

Moderniser les départements. Acteurs majeurs de l'action sociale, les départements vont changer. Pour donner plus de lisibilité à leur action et stabiliser leur gouvernance, ils seront désormais renouvelés une fois tous les six ans et non plus par moitié tous les trois ans. Elus en duo, les conseillers départementaux seront entièrement paritaires dès 2015.

Sauver l'aide alimentaire. Remis en cause par les libéraux européens, le programme européen d'aide aux plus démunis qui fournit des repas et des denrées aux grandes associations caritatives était menacé. L'action de la France et de ses partenaires a permis de préserver ce programme indispensable. Par ailleurs, le gouvernement a décidé l'exonération fiscale des dons en nature proposés par les agriculteurs aux associations caritatives.

Oui, ça change !



Jacques Baurreau

Retraité, Saintes
(Charente-
Maritime)

« Un reproche qui est parfois adressé aux politiques est d'être éloigné des préoccupations concrètes des citoyens. Avec la loi sur la consommation qui permet de restituer plusieurs centaines de millions d'euros de pouvoir d'achat aux citoyens en rééquilibrant le rapport de force avec les professionnels, le gouvernement montre que l'efficacité politique, c'est aussi aider les Français dans leur vie quotidienne. »

→ 275 000

275.000 nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans vont être créées au cours du quinquennat.

→ Et demain ?

Un choc de simplification va être mis en œuvre dès cette année. Toutes les procédures administratives auxquelles les citoyens et les entreprises sont soumis vont être réexaminées et réformées pour les rendre plus simples et plus rapides !

Annoncé par le
Président de
la République
14 janvier 2014



L'avenir

La politique, c'est aussi la préparation de l'avenir. Alors que le monde change à une vitesse étourdissante sous l'effet conjugué de la révolution numérique, de l'émergence économique de nouvelles nations et du changement climatique, la France anticipe les mutations.



Investissements d'avenir. Transition écologique et énergétique, innovation, enseignement supérieur, santé, transports publics : 12 milliards d'euros sur 10 ans vont être consacrés à des investissements qui préparent l'avenir de la France.

Rénovation énergétique des logements. La conversion thermique des logements est un chantier colossal qui va progressivement toucher 500.000 foyers par an. Une aide financière par logement est proposée pour réduire la facture énergétique des logements et préserver la planète.

Assurer l'équilibre des régimes de retraites. Alors que le déficit prévisionnel de la branche retraites de la sécurité sociale allait être de 20 milliards d'euros en 2020, le gouvernement a engagé une réforme courageuse mettant à contribution entreprises, salariés et retraités de manière équilibrée. La solidarité intergénérationnelle de notre modèle social est ainsi préservée.

Moderniser l'action publique. La gauche engage une réforme administrative qui concilie efforts de gestion et amélioration du service public. Une logique qui diffère de la RGPP précédemment mise en œuvre par l'UMP (non remplacement aveugle d'un fonctionnaire sur deux).

Aller vers le très haut débit. Un plan d'investissement de 20 milliards d'euros sur 10 ans a été présenté pour mieux connecter l'ensemble du territoire.

Faire émerger des champions français de l'Internet. Initiative French Tech pour stimuler et accompagner le secteur, développement du numérique dans le système scolaire et universitaire, rejet de la vente de Dailymotion à Yahoo : la gauche met tout en œuvre pour faire émerger une industrie numérique française puissante et indépendante.

Favoriser les énergies renouvelables. Développement de l'éolien off-shore et en outre-mer, lancement d'un plan de méthanisation en lien avec le monde agricole, doublement de la production photovoltaïque en 2013 : la gauche agit pour l'émergence de nouvelles énergies.

Oui, ça change !



Ahmed Chatmi,

Professeur-formateur en normes environnementales, Rennes (Ille-et-Vilaine)

« La volonté du gouvernement de placer la rénovation thermique de l'habitat et le développement des énergies renouvelables au cœur du processus de conversion écologique est bienvenue. Ces deux dimensions permettent de conjuguer préservation de la planète et stimulation du pouvoir d'achat grâce à une baisse de la facture énergétique. »

→ **3 000**

3.000 euros, c'est le montant maximal que peut toucher un ménage pour financer les travaux de rénovation énergétique de son logement.

→ **Et demain ?**

Paris accueillera en 2015 la conférence mondiale sur le climat. La diplomatie française est d'ores et déjà pleinement mobilisée pour faire de cet événement un tournant dans les négociations internationales sur le climat dans l'impasse depuis l'échec de Copenhague en 2009.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE 14 JANVIER 2014



“

Notre feuille de route est simple : c'est la mise en mouvement de la société française.

Car j'ai une conviction. Elle est profonde. C'est que si la France veut garder son influence dans le monde, si la France entend peser sur le cours de l'Europe, si elle veut garder la maîtrise de son destin, alors elle doit impérativement retrouver de la force économique.

Il ne s'agit pas de changer de chemin, il s'agit d'aller plus vite, d'aller plus loin, d'accélérer, d'approfondir. En 2014, l'enjeu n'est pas simplement que la France retrouve la croissance – elle se dessine. C'est que cette croissance soit la plus vigoureuse possible.

Ce qui doit nous mobiliser pour l'année 2014, c'est le destin de la France. Ce qu'elle sera dans dix ans. Un grand pays qui prend sa place, qui tient son rang, qui prend des décisions ? Ou un pays qui regarde les autres, qui se désole, qui n'a plus confiance ?

La France a un grand destin si elle sait le préparer. Je fais ce qui est conforme à mes idées et utile à mon pays : je veux permettre à la France d'être plus forte à la fin de mon mandat qu'à son début. Plus forte sur l'emploi, plus forte sur l'industrie, plus forte sur l'éducation, plus forte sur la solidarité.

”





**Groupe Socialiste,
Républicain et Citoyen
292 députés mobilisés
pour réussir le changement**



>contact@gsan.org